RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE

Deuxième circonscription : Rochechouart - Saint-Yrieix

Elections législatives

Scrutin du 4 mars 1973

Electrices, Electeurs,

Député depuis 1958, après avoir appartenu à la S. F. I. O., j'ai dû m'en séparer en 1967 et me représenter en 1968 comme Socialiste Indépendant.

Je n'ai jamais voulu accepter une alliance avec le Parti Communiste pour toutes les raisons que l'on connaît et particulièrement parce que je pense que toute sa doctrine est contraire aux aspirations du peuple Français épris de liberté et d'indépendance. Léon Blum a dit de lui qu'il est un parti nationaliste étranger. Je souscris entièrement à cette appréciation. **C'est le Parti Socialiste qui a changé, moi je suis resté le même.**

J'ai demandé au Docteur MORANGE dont chacun connaît le dynamisme, le sens social et l'efficacité, d'être mon suppléant. Il l'a fait d'autant plus volontiers qu'indépendant comme moi-même, il a le goût de la chose publique et les moyens intellectuels de s'y consacrer.

Je vous demande de bien vouloir vous entendre avec nous sur quelques idées simples : d'abord et par-dessus tout la liberté des citoyens, le respect de l'ordre, de la justice et du travail, l'Evolution mais non la Révolution, sans lesquels la République à laquelle nous sommes tous attachés ne saurait survivre.

Il est nécessaire de ne pas pratiquer une politique de classe mais une politique pour tous les Français, dans un esprit de justice en tenant le plus grand compte des droits et des devoirs de tous ceux qui travaillent, qui produisent et qui souffrent.

Il faut que les syndicats ne soient plus politisés et ne dépendent pas de partis qui les utilisent pour leur propagande ou comme moyen de pression inadmissible dans une véritable démocratie.

Il faut qu'à l'Ecole et à l'Université les jeunes Français puissent trouver un enseignement adapté aux nécessités de la vie moderne. Il est indispensable que les divers incidents qui se sont produits ne se renouvellent pas, que les examens sanctionnent normalement les études de ceux qui devront plus tard exercer un métier, une profession, une fonction.

Il faut, pour que l'Agriculture puisse fonctionner tant à l'échelle Nationale qu'à celle du Marché commun, des organismes interprofessionnels chargés de fixer, par accord avec le Gouvernement, des prix agricoles garantis.

Il faut que dans le secteur du Commerce et de l'Industrie les petites et moyennes entreprises ne soient pas sacrifiées aux grosses.

Il faut que la retraite à soixante ans puisse être instaurée avec une simplification des règlements et des formalités tant pour les ruraux que pour les citadins.

Il faut que le respect des droits du Combattant soit assuré pour ceux de 1914-1918, de 1939-1945 et ceux des opérations extérieures (Algérie - Maroc - Indochine).

Il faut que les rapatriés soient des Français à part entière.

Il faut que l'Europe puisse d'urgence achever de se construire, tant du point de vue monétaire, que du point de vue social, agricole, industriel et commercial.

Il faut que les collectivités soient en mesure de s'équiper avec notamment la suppression de la T. V. A. qui équivaut à reprendre d'une autre main ce qu'on a accordé en subventions.

Il faut prévoir des budgets différents pour les Métropoles et les Communes plus modestes sans que celles-ci aient à pâtir des gros investissements de celles-là.

Il serait vain de traiter, dans un espace qui m'est mesuré, toutes les questions qui viennent à l'esprit des Electeurs. Vous avez, dieu merci, bénéficié de promesses multiples qui ne seront pas mon propos.

Je veux simplement vous dire qu'aujourd'hui comme hier je voterai tout ce qui me paraîtra utile, quels que soient ceux qui le proposeront.

Je n'ai pas changé et les Communistes non plus.

En 1936 ils ont tenté d'empêcher Léon Blum, en le débordant, d'appliquer un programme qui instituait une évolution considérable sans révolution.

A la Libération, ils ont tenté d'accomplir ce que nous savons tous avec les moyens et intimidations que nous avons tous en mémoire.

En 1947 le Socialiste Ramadier devait se séparer des Communistes qui acceptaient au Gouvernement ce qu'ils refusaient à l'Assemblée Nationale.

S'il n'avait pas agi ainsi on aurait sans doute recommencé en France le coup de Prague, et une soit-disante Démocratie populaire aurait succédé à un Gouvernement Républicain.

Ce n'est pas l'attitude souriante, enveloppante, doucereuse des candidats communistes qui les empêcherait de devenir des agents de la dictature écrasante qui nous menacerait s'ils étaient au Gouvernement. Ils prétendent être le parti des travailleurs ; or, nous savons bien que si tous les communistes ne sont pas des travailleurs, tous les travailleurs ne sont pas communistes.

Le Programme Commun est une duperie pour la France, une duperie pour les Socialistes qui se sont laissé prendre dans le filet communiste.

Il faut, je le répète, réaliser le rassemblement le plus large pour faire face aux difficultés intérieures et extérieures.

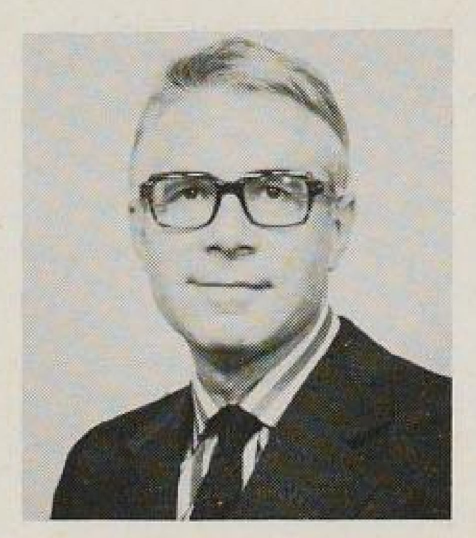
C'est pour cela que je me suis résolu à me présenter à vos suffrages en vous demandant de me comprendre et de me suivre.



Docteur J. BOUTARD

Socialiste indépendant

Docteur en médecine - Licencié ès sciences
Ancien élève de l'Institut Pasteur
Ancien maire de Le Chalard (1936-1945)
Maire de Saint-Yrieix-la-Perche
Conseiller général du canton de Saint-Yrieix
Député sortant



Docteur R. MORANGE

Union démocratique et de Rénovation sociale

Docteur Vétérinaire
Maire d'Oradour-sur-Vayres
Conseiller général d'Oradour-sur-Vayres

FABRÈGUE S. A.

Vu : les Candidats